

**M** En cette conjoncture,  
En même temps qu'elle est pour chacun l'occasion de donner libre cours à une légitime allégresse, la célébration de la fête nationale nous offre la possibilité de  
En même temps qu'elle est pour chacun l'occasion de donner libre cours à une légitime allégresse, la célébration de la fête nationale nous offre la possibilité de

En même temps qu'elle est pour chacun l'occasion de donner libre cours à une légitime allégresse, la célébration de la fête nationale nous offre la possibilité de

Le Mien, le centre le plus important du Nord-ouest, qui, comme pour un jour un rang de capitale, s'est consacré depuis des mois, à l'organisation de cette manifestation avec un enthousiasme, un patriotisme et une réussite auxquels je ne puis à rendre un hommage particulier, m'a permis de constater l'existence et le développement de la vie politique et sociale de ce pays.

Au terme d'une longue et parfois douloureuse éducation, dans laquelle notre vaillant P.D.C. - E.D.A. dut le rôle que l'on sait, et en accord avec les dirigeants et les complices français, l'Ons d'Ivoire, il y a cinq ans maintenant, voyait enfin se réaliser son programme et, dans la même année et dans une nuitée heureusement préservée, accédait à l'indépendance. Désormais responsable de son destin, il lui appartenait de créer un Etat, de préserver l'unité de la nation, d'assurer les bases d'un développement rapide, constant et profitable à chacun, et d'affirmer ses devoirs sans exception.

# UNE NATION IVOIRIENNE A LA PLACE DU TRIBALISME ET DU RÉGIONALISME

Cet Etat, nous l'avons créé en adoptant une constitution modifiée à notre personnalité, à nos besoins, et à notre idéal, en dotant ce pays d'institutions qui ont donné la preuve de leur solidité et de leur sagesse, en modifiant et en ramifiant des structures administratives désorganisées plus proches du peuple et très souvent minées par des fonctionnaires ivrognes, en mettant à la disposition des services publics un personnel à la fois plus nombreux et plus compétent et plus capable. Aujourd'hui, nous nous voyons, nous états républicains à nos semblables.

Il fallait aussi qu'à un tribalisme et à un régionalisme, nécessairement trop limités à notre époque, se substituât progressivement la nation ivroisienne, unite sur un même sol, autour d'un même parti, pour un même combat mené en faveur d'un idéal et d'un objectif communs.

Respectueux des originalités qui constituent le précieux héritage du passé, la nation ivro-rienne s'efforce chaque jour sur les bancs des écoles et des universités, dans les casernes et sur les chantiers comme sur les champs de travail : le temps travaille inextinguiblement pour elle et lui apporte l'harmonie du village de la tribu, ou de la région à celui, beaucoup plus vaste, d'une économie d'échanges.

La constitution de la nation ivoirienne a été grandement facilitée par l'activité et le dynamisme inséparables des militants du P.D.C.I. digne héritier du R.D.A., catalyseur de toutes les forces vives et de tous les talents de la nation, et trait d'union combien utile entre les masses laborieuses et le gouvernement qui n'est, et ne saurait être, que le gouvernement du peuple. Assurée à l'avenir, disposant des institutions, des structures et des hommes dont elle avait besoin, aidée par une administration et une organisation politiques conscientes de leurs missions et de leurs responsabilités respectives, la nation ivoirienne, surtout sans cesse renforcée des éprouvés, n'est donc pas prête à se laisser aller à l'indolence. Elle doit poursuivre son développement économique et social qui doit conférer tout son sens à notre indépendance politique et en offrir les fondements.

DE TROIS MILLIARDS A SEPT MILLIARDS

Dans le domaine de l'enseignement, en premier lieu, le grand mouvement de scolarisation, favorisé par le régime issu de la loi cadre, s'est poursuivi et s'est étendu plus largement à l'ensemble du territoire.

De 200 000 en 1960, le nombre des élèves s'élève maintenant à 347 000, tandis que dans le même temps, le pourcentage des enfants scolaires passait de 28,5 à 43,75 %, en dépit d'une augmentation sensible de la population. En ce qui concerne le dixième cycle, la progression a été plus caractéristique encore : le nombre des bacheliers a considérablement augmenté, de même que celui des titulaires de B. E., tandis que le contingent des titulaires de B. E. P. C. et d'élèves entrant au sixième triplait.

Pendant ce temps, l'enseignement technique et la formation professionnelle, réservés de nos traditions du l'enseignement national à tant bonis, bénéficiaient d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics, et le centre d'enseignement supérieur d'Algerien faisait ériger, dès 1963, un université. Ce véritable bond en avant n'a pu être réalisé qu'au prix d'un engagement substantiel des crédits affectés à l'Éducation Nationale qui, portant sur un plan de trois milliards de francs en 1960, atteignent presque sept milliards de francs cette année-là. Les dépenses de l'enseignement technique ont ainsi augmenté de 12,5 %, celles des IM, et maintenant elles ont été de 22 %.

Certes, un effort d'une ampleur comparable ne pourrait être indéfiniment poursuivi par d'autres secteurs, sans autres résultats, selon désaveusement négligeable. C'est pourquoi le développement de la socialisation, tout en se prolongeant, devra acquiescer à certains rappes : l'investissement dans les nouvelles écoles, destinées à planifier des milliers d'élèves supplémentaires ; la création de nouvelles écoles, destinées à planifier des milliers d'élèves supplémentaires ; la venue essentiellement à atténuer les disparités entre les différentes régions et inscrire dans les plans de développement économique et social les actions entreprises en matière d'éducation.

« Méritime algérienne, la célébration de la fête nationale nous offre la possibilité de réhabiliter de notre navire durant les prochains années.

administratif du Nord livraient cet, promesse pour un jour au rang de capitale, s'est  
un patriotisme et une résolute accorde je me plains à rendre un hommage particulier,

Cependant, le rythme des investissements réalisés dans ce domaine sera renforcé, et la part réservée à l'enseignement technique et aux différents aspects de la formation professionnelle sera considérablement augmentée. Enfin, un accent particulier sera mis sur l'amélioration qualitative de l'enseignement et un meilleur adaptation au milieu social, sur l'efficacité accrue de l'appareil éducatif notamment dans la valorisation progressive du Corps enseignant, au développement de la sélection et de l'orientation, à une liaison plus étroite entre les programmes et les besoins de l'économie et à une utilisation plus rationnelle de certains éléments par les enseignants psychiques.

En même temps, l'effort gigantesque que la nation israélienne a consenti depuis cinq ans en faveur de l'Éducation Nationale, commencent à porter les fruits escomptés : pour ne citer que quelques exemples particulièrement significatifs, le nombre des titulaires du B. E. et du B.E.P.C. doubles d'ici à 1970, tandis que celui des bacheliers quadruple. Ces chiffres permettent d'imaginer une université d'Israël bénéficiant d'un afflux croissant d'étudiants iroviens et africains, et d'espérer en une relève des agents de l'assistance technique, par autre jeunesse, méthodiquement préparée aux tâches complexes mais exaltantes qui l'attendent.

## RENFORCER LES MOYENS HUMAINS ET MATÉRIELS

Bien que par sa nature, il ne puisse pas toujours s'exprimer de manière aussi frappante, le développement social, s'en, dans d'autres domaines, effectué à un rythme comparable avec celui des autres sociétés : ce qui concerne la Santé Publique, ce furent l'unification qualitative des unités locales ; la mise au point des moyens de formation appropriée du personnel médical, réalisés à tous les échelons par des moyens de formation progressive, l'augmentation sensible du nombre des praticiens hautement qualifiés mais à notre disposition par l'assistance technique. La modernisation progressive des bâtiments et des installations par l'assistance technique. La modernisation progressive des bâtiments et des installations existants et l'ouverture d'hôpitaux, de maternités, de dispensaires et de postes médicaux avancés.

Au cours de la prochaine période quinquennale, cet effort, bien entendu, se poursuivra et la cadence des investissements publics sera plus soutenue, comme en témoignent, entre autres, l'achèvement du centre hospitalier universitaire d'Alger et de l'Institut national de la Santé Publique, la création de l'Institut Pasteur, du Centre National de transfusion sanguine, du bloc chirurgical de l'hôpital de Daho, l'extension de l'hôpital psychiatrique de Bineville, de l'hôpital départemental de Korbog, et la construction d'un certain nombre d'hôpitaux et de centres de Santé dans les périphéries algériennes et dans les régions les moins bien desservies du pays, notamment dans celle du Nord.

L'action du gouvernement, dans ce domaine, tendra à renforcer l'efficacité des moyens humains et matériels mis à la disposition de la médecine curative, et à développer parallèlement une médecine préventive de conception plus moderne, dans laquelle l'éducation et l'adhésion de la population trouveront naturellement une place capitale.

L'œuvre réalisée, en matière de travail et d'affaires sociales, n'est pas moins conséquente, qu'il s'agisse de la préparation ou du contrôle de l'application des textes législatifs et réglementaires, des activités concernant la condition des salariés, ou de la protection sociale des travailleurs.

Tandis que le gouvernement participait plus étroitement au fonctionnement des organismes et des commissions appelés à définir la politique professionnelle, que les premiers chefs de file d'Alban Joffe et de Dato Dato étaient chefs, et celle d'Alban Joffe, le Code du travail ivoirien était promulgué en 1964 : la Côte d'Ivoire possédait dès lors un instrument essentiel qui adapte la législation en vigueur aux principes de la constitution ivoirienne, aux options politiques et économiques du gouvernement et aux structures administratives nouvelles.

**FAIRE PARTICIPER LE TRAVAILLEUR AU RÉSULTAT  
DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

Au cours des cinq prochaines années, le rôle de l'Office de la Main - d'Œuvre sera élargi, notamment en ce qui concerne l'exploitation des informations intéressant le marché du travail, des inspections et de nouveaux centres sociaux seront ouverts tant à Abidjan que dans les départements.

Parallèlement, sera poursuivie la mise au point de régimes de protection sociale qui s'efforceront de mettre les salariés à l'abri des risques et d'assurer une solidarité effective, à l'occasion de la mise au point de la législation relative à la sécurité sociale, à l'assurance-maladie et à l'assurance-vieillesse. Ces régimes de protection sociale seront adaptés à l'échelon national. Un Code de prévoyance sociale, actuellement en préparation, unifiera et harmonisera les différents textes appelés à réglementer cette matière, et pourra être ultérieurement complété par des textes relatifs à la sécurité sociale.

Le chef de l'Etat parcourt dans son command-car les rues de la ville de Korhogo sous les ovations de la foule.

ment complétés, dans la mesure des possibilités financières dérogées par l'exigence économique, par des dispositions relatives à l'allocation de pension de foyer, l'assurance-vieillesse, l'allocation-déces, la protection médicale du travailleur ainsi que la conversion de l'invalidité et du logement-malade. Toutes ces réalisations et ces projets soulignent la préoccupation constante du gouvernement de faire participer les travailleurs au développement économique, de les associer plus étroitement à la vie de l'entreprise, et de les garantir le plus efficacement possible contre les risques inhérents à leur condition.

L'initié porté par le gouvernement aux réalisations de caractère social s'exprime également sous une forme plus concrète, à l'égard de la construction immobilière, et certaines créations récentes témoignent de notre volonté d'apporter une solution satisfaisante au problème de l'habitat que le taux de croissance des principales agglomérations ivoiriennes rend plus particulièrement aigu.

Des priorités devaient être fixées, des formules dégagées, des ressources financières, humaines et matérielles rassemblées, qui le sont désormais et qui vont permettre d'accélérer le rythme des constructions, que ce soit en matière d'habitat urbain ou d'habitat rural : on effectue, dans de nombreux secteurs, sachant que, pour de longues années encore, l'économie va continuer à se développer, une part essentielle, sur la prospérité et la vitalité de ses campagnes, les dirigeants de ce pays auront à cœur de ne pas faire de leurs frères paysans des citoyens de seconde zone, mais s'attacheront, au contraire, à leur assurer des conditions de vie comparables à celles des citadins.

GRACE A LA COOPÉRATION DU PEUPLE IVOIRIEN ET DE  
SES AMIS...

Il est évident que le progrès social que nous avons pu promouvoir depuis l'indépendance n'aurait pu être envisagé, du moins avec cette ampleur, si le développement économique du pays n'avait donné au gouvernement les moyens de le réaliser.

La encore, quelques chiffres permettront de mieux apprécier le travail accompli, quelques chiffres dont il serait d'ailleurs prématuré et contraire à nos habitudes de tirer vanité mais qui mettent néanmoins en relief les résultats obtenus grâce à la coopération du peuple ivoirien et de ses amis, et qui nous encourageront tous à persévérer sur la route longue et difficile que nous devons encore parcourir.

Depuis 1960, le produit intérieur brut s'est élevé de 145 à 206 milliards de francs 1960 en tenant compte de l'accroissement de la population et de l'augmentation du coût de la vie, le revenu par tête d'habitant est donc passé de 33 430 Frs à 41 660 Frs, soit une augmentation de 24,6 %.

(suite en page 8)

## En présence du Chef de l'Etat et des plus hautes autorités de la Nation

# LA FÊTE NATIONALE

## CÉLÉBRÉE A KORHOGO

### DANS L'ALLÉGRESSE GÉNÉRALE

### LE PRÉSIDENT YAMÉOGO ASSISTAIT AUX CÉRÉMONIES A LA TÊTE D'UNE IMPORTANTE DÉLÉGATION VOLTAÏQUE

**M** En cette compétition, en même temps qu'elle est pour chacun l'occasion de donner libre cours à une légitime allégresse, la célébration de la fête nationale nous offre la possibilité de mesurer le chemin parcouru depuis deux ans et de jeter un regard sur l'évolution probable de notre pays durant les prochaines années.

Ce jour-là, le seul honneur de pouvoir le faire ici à Korhogo, centre économique et administratif du Nord ivoirien qui, comme pour un jour un rang de capitale, s'est consacré depuis des mois, à l'organisation de cette manifestation avec un enthousiasme, un patriotisme et une réussite auxquels je me plais à rendre un hommage particulier, au nom du gouvernement ivoirien et en mon nom personnel.

À la fin d'une longue et parfois douloureuse éducation, dans laquelle notre vaillant P.D.C.I. - R.D.A. que le rôle que l'on sait, et en accord avec les dirigeants et le peuple français, la Côte d'Ivoire, il y a cinq ans aujourd'hui, voyait enfin se réaliser ses espérances et, dans le joie humaine et dans une amitié heureusement préservée, accablait à l'indépendance. Désormais responsable de son destin, il lui appartenait de créer un État, de préserver l'unité de la nation, d'assurer les bases d'un développement rapide, continu et profitable à chacun, et d'affirmer au dehors son existence.

#### UNE NATION IVOIRIENNE A LA PLACE DU TRIBALISME ET DU RÉGIONALISME

Cet État, nous l'avons créé en adoptant une constitution modelée à notre personnalité, à nos besoins, et à notre idéal, en dotant ce pays d'institutions qui ont donné la preuve de leur solidité et de leur souplesse, en modifiant et en transformant des structures administratives désuètes mais plus proches du peuple et très souvent animées par des fonctionnaires ivoiriens, en mettant à la disposition des services publics un personnel à la fois plus nombreux et plus compétent qu'il n'était, depuis quelques temps, un statut répondant à nos aspirations.

Il fallait aussi qu'à un tribalisme et à un régionalisme, nécessairement trop limités à notre époque, ne substituât progressivement la nation ivoirienne, mais sur un même sol, autour d'un même parti, pour un même combat mené en faveur d'un idéal et d'un objectif communs.

Respectueux des originaux qui constituent le précieux héritage du passé, la nation ivoirienne s'efforce chaque jour sur les bancs des écoles et des universités, dans les casernes et sur les chantiers comme au sein des équipes de travail : le temps travaille inexorablement pour elle qui repousse l'horizon du village de la tribu, ou de la région à celui, beaucoup plus vaste, d'une économie d'échanges.

La constitution de la nation ivoirienne a été grandement facilitée par l'activité et le dynamisme indomptables des militants du P.D.C.I. - R.D.A., dignes héritiers du R.D.A., catalyseurs de toutes les forces vives et de tous les talents de la nation, et trait d'union combles entre les masses laborieuses et un gouvernement qui n'est, et ne veut être, que le gouvernement du peuple.

Assurés à l'extérieur, disposant des institutions, des structures et des hommes dont elle avait besoin, aidés par une administration et une organisation politiques conscientes de leur mission et de leurs responsabilités respectives, la nation ivoirienne, sortant sans cesse renforcée des épreuves, s'est donnée pour tâche essentielle de réaliser, dans le meilleur délai possible, ce développement économique et social qui doit confier tout son sens à notre indépendance politique et en affermir les fondements.

#### DE TROIS MILLIARDS A SEPT MILLIARDS

Dans le domaine de l'enseignement, en premier lieu, le grand mouvement de scolarisation, favorisé par le régime haut de la loi cadre, s'est poursuivi et s'est étendu plus largement à l'ensemble du territoire.

De 200 000 en 1960, le nombre des élèves s'élève maintenant à 347 000, tandis que, dans le même temps, le pourcentage des enfants scolarisés passait de 28,5 à 43,75 %, en dépit d'une augmentation sensible de la population. En ce qui concerne le deuxième cycle, la progression a été plus caractéristique encore : le nombre des bacheliers a considérablement augmenté, de moins que celui des titulaires de B. E., tandis que le contingent des titulaires de B.E.F.C. et d'élèves entrant en sixième triple.

Pendant ce temps, l'enseignement technique et la formation professionnelle, réservoir de ces techniciens dont l'économie nationale a tant besoin, bénéficiaient d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics, et le centre d'enseignement supérieur d'Abidjan était dirigé, dès 1963, par un véritable haut en avant s'a se être réalisés qu'au prix d'une augmentation substantielle des crédits affectés à l'Éducation Nationale qui, portant sur un peu plus de trois milliards de francs en 1960, atteignent presque sept milliards de francs cette année et représentent ainsi près de 22 % du budget général contre 12,6 %, cinq ans plus tôt.

Certes, un effort d'une ampleur comparable ne pourrait être indéfiniment poursuivi sans le développement de la scolarisation, tout en ne prolongeant, dans une certaine mesure, la création de nouvelles écoles, destinées à plusieurs dizaines de milliers d'élèves supplémentaires, verra essentiellement à atténuer les disparités entre les différents régions et à inscrire dans les plans de développement économique et social les actions entreprises en matière d'éducation.

Cependant, le rythme des investissements réalisés dans ce domaine sera renforcé, et la part réservée à l'enseignement technique et aux différents aspects de la formation professionnelle sera considérablement augmentée. Enfin, un accent particulier sera mis sur l'efficacité qualitative de l'enseignement et un meilleur adaptation au milieu social, sur l'efficacité accrue de l'appareil éducatif, notamment grâce à la valorisation progressive du Corps enseignant, au développement de la sélection et de l'orientation, à une liaison plus étroite entre les programmes et les besoins de l'économie et à une utilisation plus rationnelle de certains éléments par les enseignements spécialisés.

En même temps, l'effort gigantesque que la nation ivoirienne a consenti depuis cinq ans en faveur de l'Éducation Nationale, commencera à porter les fruits escomptés : pour le côté de quelques exemples particulièrement significatifs, le nombre des titulaires de B. E. et de B.E.F.C. doublera d'ici à 1970, tandis que celui des bacheliers quadruplera. Ces chiffres permettent d'ores et déjà d'imaginer une université d'Abidjan bénéficiant d'un afflux croissant d'étudiants ivoiriens et africains, et d'espérer en une relève des agents de l'assistance technique, par notre jeunesse, méthodiquement préparée aux tâches complexes mais exaltantes qui l'attendent.

#### RENFORCER LES MOYENS HUMAINS ET MATÉRIELS

Bien que par sa nature, il ne puisse pas toujours s'exprimer de manière aussi frappante, le développement social, d'ont, dans d'autres domaines, l'effort a été comparable durant les deux années écoulées : en ce qui concerne la Santé Publique, ce furent l'amélioration qualitative du personnel médical, réalisée à tous les échelons par des moyens de formation appropriés, l'augmentation sensible du nombre des praticiens hautement qualifiés mis à notre disposition par l'assistance technique. La modernisation progressive des bâtiments et des installations existantes et l'ouverture d'hôpitaux, de maternités, de dispensaires et de postes médicaux nouveaux.

En cours de la prochaine période quinquennale, cet effort, bien entendu, se poursuivra et la cadence des investissements publics sera plus soutenue, comme en témoignent, entre autres, l'achèvement du centre hospitalier universitaire d'Abidjan et de l'Institut national de la Santé Publique, la création de l'Institut Pasteur, du Centre National de transmission sanguine, du bloc chirurgical de l'hôpital de Daloa, l'extension de l'hôpital psychiatrique de Bingerville, de l'hôpital départemental de Korhogo, et la construction d'un certain nombre d'hôpitaux et de Centres de Santé dans la périphérie abidjanaise et dans les régions les moins bien desservies du pays, notamment dans celle du Nord.

L'action du gouvernement, dans ce domaine, tendra à renforcer l'efficacité des moyens humains et matériels mis à la disposition de la médecine curative, et à développer parallèlement une médecine préventive de conception plus moderne, dans laquelle l'éducation et l'habilitation de la population tiendront, naturellement, une place capitale.

L'œuvre réalisée, en matière de travail et d'affaires sociales, n'est pas moins conséquente, qu'il s'agisse de la préparation ou du contrôle de l'application des textes législatifs et réglementaires, des activités concernant la condition des salariés, ou de la protection sociale des travailleurs.

Tandis que le gouvernement participait plus étroitement au fonctionnement des organismes et des commissions appelés à définir la politique professionnelle, que les premiers centres sociaux voyaient le jour, que les bourses de travail de Bouaké et de Daloa étaient créées, et celle d'Abidjan entreprise, le Code du travail ivoirien était promulgué en 1964 : la Côte d'Ivoire possédait dès lors un instrument essentiel qui adapte la législation en vigueur aux principes de la constitution ivoirienne, aux options politiques et économiques du gouvernement et aux structures administratives nouvelles.

#### FAIRE PARTICIPER LE TRAVAILLEUR AU RÉSULTAT DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

En cours des cinq prochaines années, le rôle de l'Office de la Main - d'Œuvre sera dirigé, notamment en ce qui concerne l'exploitation des informations concernant le marché du travail, des inspections et de nouveaux centres sociaux seront ouverts tant à Abidjan que dans les départements.

Parallèlement, sera poursuivie la mise au point de régimes de protection sociale qui s'efforcent de mettre les salariés à l'abri des risques et d'assurer une solidarité effective à l'échelon national. Un Code de prévoyance sociale, actuellement en préparation, unifiera et harmonisera les différents textes appelés à réglementer cette matière, et pourra être ultérieurement complété, dans la mesure des possibilités financières dégagées par l'expansion économique, par des dispositions relatives à l'allocation de pension de foyer, l'assurance-vieillesse, l'allocation-décès, la protection médicale du travailleur ainsi que la couverture de l'invalidité et de la longue maladie. Toutes ces réalisations et ces projets soulignent la préoccupation constante du gouvernement de faire participer les travailleurs aux résultats du développement économique, de les associer plus étroitement à la vie de l'entreprise, et de les garantir le plus efficacement possible contre certains risques inhérents à leur condition.



Le chef de l'Etat parcourt dans son command-car les rues de la ville de Korhogo sous les ovations de la foule.

ment complété, dans la mesure des possibilités financières dégagées par l'expansion économique, par des dispositions relatives à l'allocation de pension de foyer, l'assurance-vieillesse, l'allocation-décès, la protection médicale du travailleur ainsi que la couverture de l'invalidité et de la longue maladie. Toutes ces réalisations et ces projets soulignent la préoccupation constante du gouvernement de faire participer les travailleurs aux résultats du développement économique, de les associer plus étroitement à la vie de l'entreprise, et de les garantir le plus efficacement possible contre certains risques inhérents à leur condition.

L'intérêt porté par le gouvernement aux réalisations de caractère social s'exprime également par le développement de la construction immobilière, et certaines créations récentes témoignent de notre volonté d'apporter une solution satisfaisante au problème de l'habitat que le taux de croissance des principales agglomérations ivoiriennes rend plus particulièrement aigu.

Des priorités devaient être fixées, des formes dégagées, des ressources financières, humaines et matérielles rassemblées, qui le sont désormais et qui vont permettre d'accélérer le rythme des constructions, que ce soit en matière d'habitat urbain ou d'habitat rural : en effet, tous de meilleurs ruraux, sachant que, pour de longues années encore, l'économie ivoirienne continuera à reposer, pour une part essentielle, sur la prospérité et la vitalité de ses campagnes, les dirigeants de ce pays auront à cœur de ne pas faire de leurs frères paysans des citoyens de seconde zone, mais s'attacheront, au contraire, à leur assurer des conditions de vie comparables à celles des citadins.

#### GRACE A LA COOPÉRATION DU PEUPLE IVOIRIEN ET DE SES AMIS...

Il est évident que le progrès social que nous avons pu promouvoir depuis l'indépendance n'aurait pu être envisagé, du moins avec cette ampleur, si le développement économique du pays n'avait donné au gouvernement les moyens de le réaliser.

La encore, quelques chiffres permettent de mieux apprécier le travail accompli, quelques chiffres dont il serait d'ailleurs prématuré et contraire à nos habitudes de tirer vanité mais qui mettent néanmoins en relief les résultats obtenus grâce à la coopération du peuple ivoirien et de ses amis, et qui nous encouragent tous à persévérer sur la route longue et difficile que nous devons encore parcourir.

Depuis 1960, le produit intérieur brut s'est élevé de 145 à 206 milliards de francs 1960 : en tenant compte de l'accroissement de la population et de l'augmentation du coût de la vie, le revenu par tête d'habitant est donc passé de 33 430 Frs à 41 660 Frs, soit une augmentation de 24,6 %.

(suite en page 8)



